

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Devenir membre maintenant
sous udc.ch/participer

Novembre 2025

**NON à l'initiative
extrême des
Jeunes socialistes**

Page 5



**L'initiative « service
citoyen » est une menace
pour notre sécurité**

Page 7



**Analyse du paquet de
traités de l'UE : les
résultats choquants !**

Seite 8-9



EXTRÊME GAUCHE LA HONTE DE BERNE

Les cantons se sabordent

Tous les autres partis approuvent le traité européen de 2'207 pages et la majorité des cantons ne veut même pas d'un référendum obligatoire, donc d'un vote à la majorité des cantons.

La Suisse doit-elle signer l'accord de 2'207 pages avec l'UE ? La Suisse doit-elle automatiquement adopter le droit européen et se soumettre à la Cour de justice de l'UE ? A ce titre, doit-elle verser des milliards à Bruxelles ?

Le délai de consultation est désormais écoulé. Comme on pouvait malheureusement s'y attendre, le PS, les Verts, les Vert'libéraux, le Centre et le PLR ont approuvé cet accord monstrueux avec l'UE. Mais il y a pire : l'assemblée des délégués du PLR ne veut même pas d'un référendum obligatoire.

Et les cantons ?

Les gouvernements cantonaux se sont-ils au moins engagés en faveur de la majorité des cantons ? La réponse honteuse est non, bien que l'accord avec l'UE interfère massivement dans notre système étatique,

que les compétences des cantons seront massivement restreintes et que l'accord sur l'électricité avec l'UE mette en danger les centrales électriques cantonales.

La principale revendication des cantons est accablante : ils veulent plus d'argent de la Confédération. Ils veulent de l'argent pour les quelque 4'000 cas sociaux liés à l'UE qui s'ajouteront chaque année en Suisse (et il y en aura probablement plus) ! Les cantons veulent plus d'argent parce que la Suisse n'aura pas le droit d'exiger des frais de scolarité plus élevés pour les étudiants étrangers, à cause des nouveaux accords avec l'UE. Saviez-vous qu'aujourd'hui déjà, quelque 50'000 étudiants étrangers étudient en Suisse à nos frais ? La triste conclusion de la consultation des cantons est qu'ils se laissent acheter leur approbation du traité avec l'UE.

Les louables exceptions

Honnêtement, les cantons sont en train de se saborder. Si la majorité des cantons n'exigent même pas la majorité des cantons pour un accord d'une telle portée, alors les cantons n'ont plus aucune raison d'être. Je tiens toutefois à mentionner ici les 10 cantons intègres qui ont tenté de faire valoir ce principe important : Uri, Schwyz, Obwald, Nidwald, Glaris, Zoug, Schaffhouse, les deux Appenzell et le Tessin.



Marcel Dettling

Conseiller national et président
de l'UDC Suisse



Succès pour l'UDC : les rapports de police devront désormais mentionner la nationalité des auteurs d'infractions

Il ne se passe guère de jour sans qu'il y ait des actes de violence, des délits sexuels, des cambriolages ou des vols. Les délinquants étrangers sont massivement surreprésentés mais la gauche rose-verte préfère passer cela sous silence. Seule l'UDC s'engage résolument pour la transparence et la sécurité.



Par Benjamin Fischer,
Conseiller national,
Oberweningen (ZH)

Selon les statistiques policières sur la criminalité, en 2023, les personnes originaires de Tunisie, du Cameroun, du Maroc ou de la République dominicaine étaient environ **10x plus souvent** soupçonnées d'avoir commis un délit contre la vie et l'intégrité physique que les Suisses. Le psychiatre légiste Frank Urbaniok souligne notamment des erreurs systématiques qui sous-estiment la criminalité réelle de certains groupes ;

les Algériens ont été **125x plus souvent** accusés d'un délit pénal.

Il devrait aller de soi que la population soit informée **honnêtement et complètement** sur la sécurité publique. Cela inclut la mention de l'âge, du sexe et de la nationalité des auteurs. Cependant, cette transparence a été délibérément empêchée dans de nombreux endroits, comme en 2017 dans la ville de Zurich, où la **majorité de gauche rose-verte** a supprimé la nationalité dans les rapports de police **afin de dissimuler la réalité de la criminalité des étrangers**.

Avec mon initiative parlementaire, je souhaite remédier à cette situation déplorable. Le Conseil national a étonnamment

approuvé cette initiative lors de la session d'automne, alors que la Commission des affaires juridiques l'avait auparavant rejetée à l'unanimité, à l'exception de l'UDC. C'est maintenant au tour de la Commission des affaires juridiques du Conseil des États. Elle a le pouvoir de veiller à ce que le code de procédure pénale (CPP) prévoie une réglementation uniforme et claire.

Si l'auteur d'un délit est tunisien, érythréen ou irakien, la population doit le savoir.

La population a droit à des faits, et non à des rapports édulcorés.

Pour résoudre les problèmes, il ne faut pas les passer sous silence.



BERNE EN FLAMMES :

Tolérance zéro face aux violences d'extrême gauche

Les récents affrontements à Berne ont fait 20 blessés, dont plusieurs policiers, et provoqué des dégâts chiffrés en millions. La complaisance politique envers les milieux extrémistes doit cesser. L'UDC exige des mesures fermes pour garantir la sécurité et la transparence.



Par Yvan Pahud
Conseiller national,
L'Auberson (VD)

Le 26 octobre, Berne a vécu une nuit de chaos. Sous couvert d'une manifestation pro-palestinienne non autorisée, des groupes violents ont affronté la police, incendié du mobilier urbain et détruit des commerces. Vingt personnes ont été blessées, dont plusieurs membres des forces de l'ordre, et les dégâts matériels se chiffrent en millions de francs.

Ces scènes rappellent tristement d'autres débordements survenus à Zurich et Lausanne. Les auteurs ne défendent plus une cause : ils cherchent la confrontation avec l'État. C'est une attaque directe contre notre démocratie.

Il faut agir politiquement

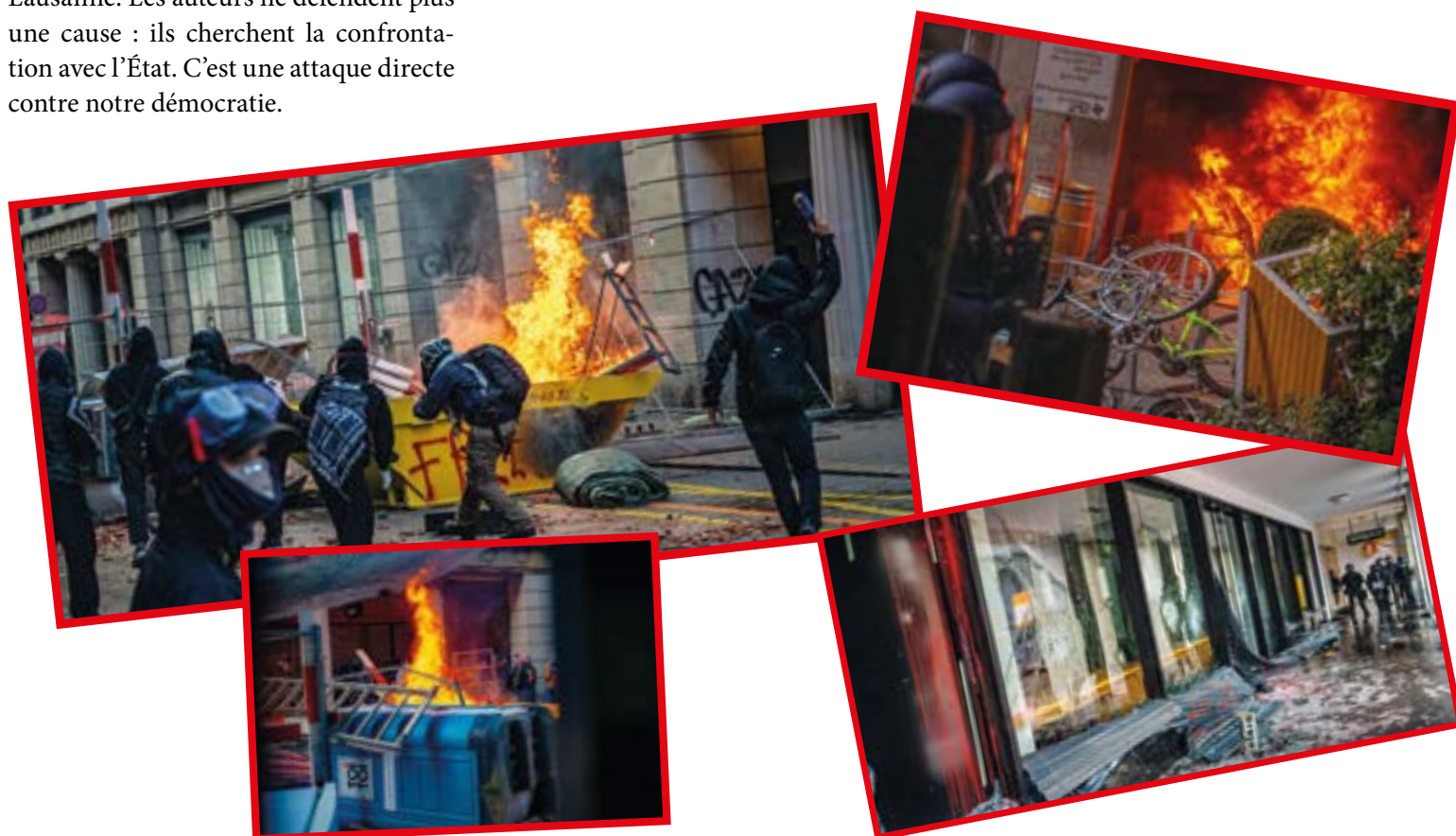
Ces violences d'extrême gauche ne sont pas des accidents isolés : elles s'inscrivent dans une radicalisation continue. Il est urgent que les autorités fédérales et cantonales :

- 1 renforcent la coordination entre polices cantonales et fedpol pour prévenir les attroupements violents ;
- 2 durcissent les sanctions pénales contre les casseurs et récidivistes ;
- 3 et assurent une transparence totale sur les enquêtes en cours, afin que la population sache que la loi s'applique à tous, sans exception.

Une complaisance coupable

Pendant que certains responsables politiques minimisent la gravité de ces actes, les citoyens, eux, paient la facture : en impôts, en peur et en insécurité. L'idéologie du laxisme a mené à cette impunité. Le rôle d'un État n'est pas de comprendre les extrémistes, mais de les neutraliser.

Les violences de Berne sont un signal d'alarme. La Suisse ne doit pas tolérer la dérive violente de mouvements extrémistes de gauche qui prétendent défendre la justice tout en attaquant notre police et nos institutions. Il est temps d'affirmer une politique de tolérance zéro face à ces violences, et de rétablir la confiance dans l'autorité de l'État.



L'initiative sur les successions fait craindre un exil fiscal et un affaiblissement de l'économie

Après avoir semé le chaos à Berne, les extrémistes de gauche veulent s'en prendre à notre prospérité avec l'initiative sur la succession portée par les jeunes socialistes. Le Conseil fédéral avertit qu'une telle mesure pourrait provoquer le départ des grandes fortunes et des entreprises familiales.



Par Céline Amaudruz,
Conseillère nationale,
Genève (GE),

Le texte soumis au vote le 30 novembre 2025 vise à instaurer un impôt national sur les très grands héritages. Les recettes, estimées à plusieurs milliards de francs, serviraient à financer la transition écologique et des programmes sociaux.

Le gouvernement fédéral reconnaît la volonté des initiants de renforcer la justice sociale, mais souligne qu'une telle mesure bouleverserait la répartition actuelle des compétences fiscales entre la Confédération et les cantons.

Risque d'exil des contribuables fortunés

Selon le rapport du Conseil fédéral, cette initiative entraînerait un risque accru d'exil fiscal pour les particuliers et les entreprises familiales les plus riches. Le Temps relève que « le gouvernement redoute le départ des plus nantis, qui pourrait affaiblir durablement la base fiscale de la Suisse ».

Un impôt fédéral sur les successions irait à l'encontre de la stabilité et de la prévisibilité qui font la force du système suisse.

Les entreprises familiales en première ligne

En Suisse, environ 80 % des entreprises sont familiales. Celles-ci risqueraient d'être contraintes de vendre ou de délocaliser en cas de transmission soumise à une taxation de 50 %. Les organisations

économiques mettent en garde contre une « atteinte à la pérennité de l'emploi » et à la compétitivité du pays.

Au-delà de la question fiscale, plusieurs observateurs estiment que cette initiative enverrait un message négatif aux investisseurs étrangers. La Suisse a bâti sa prospérité sur la stabilité juridique, la fiscalité modérée et la responsabilité individuelle ; un impôt fédéral sur le patrimoine pourrait être perçu comme un changement de cap structurel.

L'initiative sur les successions ouvre un débat de fond sur l'équilibre entre solidarité et attractivité économique. Le Conseil fédéral, comme de nombreux experts, craint que cette mesure ne produise l'effet inverse de celui recherché : moins d'investissements, moins d'emplois et un affaiblissement durable de la base fiscale.



NON à l'imposition individuelle : merci à toutes celles et ceux qui se sont mobilisés !

Un immense merci à toutes les citoyennes et à tous les citoyens, aux militantes et militants, qui se sont engagés sans relâche ces dernières semaines pour la récolte de signatures contre l'imposition individuelle. Grâce à votre mobilisation exemplaire, le peuple suisse pourra se prononcer sur un projet injuste, idéologique et profondément déséquilibré.



Par Michaël Buffat,
Conseiller national,
Vuarrens (VD)

Présentée comme une « modernisation » du système fiscal, l'imposition individuelle bouleverserait en réalité l'équilibre fiscal des ménages en Suisse. Aujourd'hui, les couples mariés ou les familles avec un seul revenu bénéficient d'une imposition adaptée à leur situation. Ce modèle reconnaît la solidarité familiale et la complémentarité entre conjoints.

Avec l'imposition individuelle, cette reconnaissance disparaît : chaque partenaire serait imposé séparément, sans tenir compte des charges communes, du rôle éducatif ou du partage des tâches au sein du foyer.

Un coup dur pour les familles et les classes moyennes

Derrière les grands discours égalitaires, c'est surtout les familles et la classe moyenne qui paieraient la facture.

- Les couples avec un seul revenu verraient leur charge fiscale exploser, car les revenus ne seraient plus mutualisés.
- Les parents qui choisissent d'élever leurs enfants à la maison seraient pénalisés financièrement, tandis que ceux qui délèguent cette responsabilité seraient favorisés.
- Les cantons et communes devraient revoir toute leur fiscalité, créant une usine à gaz administrative coûteuse et complexe.

En clair, ce projet s'attaque à un modèle de société qui valorise la famille, la solidarité et la liberté de choix.

Un projet idéologique, pas une priorité

À l'heure où les ménages peinent à boucler leurs fins de mois à cause de l'explosion des primes d'assurance-maladie et des coûts de l'énergie, ce débat imposé par la gauche

et les milieux féministes radicaux tombe à contretemps. Ce n'est pas en compliquant le système fiscal qu'on réglera les inégalités. L'imposition individuelle est avant tout un projet idéologique, fondé sur une vision uniformisée de la société où l'État prétend savoir mieux que les familles comment organiser leur vie.

Pour une fiscalité juste et respectueuse des choix de vie

Notre système actuel n'est pas parfait, mais il repose sur un principe simple : tenir compte des réalités de chaque ménage. Nous devons améliorer ce modèle, pas le démolir. C'est pourquoi le référendum contre l'imposition individuelle est essentiel. Grâce à vous, la population suisse pourra défendre un système fiscal équitable, favorable aux familles et respectueux de la liberté de chacun. Encore une fois, merci à toutes celles et ceux qui ont participé à la récolte de signatures. Votre engagement prouve que la Suisse sait se mobiliser quand il s'agit de défendre ses valeurs fondamentales.

8 IS GREAT. LIFE IS GREAT.



Dés CHF 51'990.-*

Le nouveau Mitsubishi
**OUTLANDER
PHEV**

*Outlander PHEV 4x4 Inform 2,4 l essence / automatique, consommation mixte 0,8 l / 100 km, consommation électrique 23,4 kWh / 100 km, émissions de CO₂ 19 g / km, classe d'efficacité énergétique E, CHF 51'990.- (prix catalogue CHF 53'990.-, déduction faite de la prime de reprise de CHF 2'000.- et sans options). 8 ans de garantie ou 160'000 km activés par le service à partir de la première immatriculation sur l'Outlander PHEV MY25 (selon la première éventualité). Toutes les conditions se trouvent sur mitsubishi-motors.ch. Illustration Outlander PHEV 4x4 Intense 2,4 l essence / automatique, consommation mixte 0,8 l / 100 km, consommation électrique 23,4 kWh / 100 km, émissions de CO₂ 19 g / km, classe d'efficacité énergétique E, CHF 59'990.-. Prix TVA incl. Prix de vente conseillé par MM Automobile Suisse SA. Sous réserve de modifications.



NON à l'initiative pour le service citoyen : défendre notre armée et notre liberté

L'initiative dite « pour un service citoyen » se veut séduisante : elle parle d'égalité, d'engagement et de solidarité. En réalité, elle constitue une attaque directe contre notre armée de milice, un pilier de notre sécurité et de notre identité nationale. Il est essentiel de dire non à ce projet trompeur qui affaiblirait la défense de notre pays au moment même où le monde devient plus instable.



Par Nicolas Kolly,
Conseiller national,
Essert (FR)

Une fausse égalité, un vrai danger

Les initiants prétendent instaurer un système plus juste en obligeant tout le monde – hommes et femmes – à effectuer un « service citoyen » dans des domaines civils ou environnementaux. Mais cette égalité de façade cacherait la disparition du service militaire obligatoire, remplacé par une multitude de tâches administratives ou associatives sans lien avec la défense nationale.

La Suisse a besoin d'une armée forte, bien formée et motivée, pas d'un service à la carte. L'initiative détruirait le modèle de milice qui fait notre force : un système dans lequel les citoyennes et citoyens s'engagent concrètement pour la sécurité du pays tout en restant ancrés dans la vie civile.

Un risque majeur pour la sécurité nationale

Dans un contexte international tendu – guerre en Ukraine, insécurité énergétique, cybermenaces croissantes – affaiblir l'armée est irresponsable. Si l'initiative était acceptée, le recrutement de l'armée s'effondrerait, car de nombreux jeunes choisiraient des services plus faciles ou plus courts. Résultat : moins de soldats, moins de préparation, et une armée incapable d'assurer la défense de la Suisse.

Nous ne pouvons pas nous permettre un tel pari sur notre sécurité.

Une bureaucratie coûteuse et inefficace

Derrière le discours généreux, le service citoyen créerait une énorme machine administrative. Il faudrait des structures pour gérer, former et encadrer des dizaines de milliers de jeunes dans des missions aussi diverses qu'improbables. Cela coûterait des centaines de millions aux contribuables – pour quel résultat ? Là où notre armée fonctionne efficacement, le service citoyen multiplierait les formulaires et la paperasse.

Préserver la liberté de s'engager autrement

Les Suissesses et Suisses s'engagent déjà massivement dans la vie associative, les pompiers, la protection civile, les sociétés locales, ou encore les services communautaires. Cet engagement est libre, volontaire et sincère. L'initiative transformerait cet esprit de service en une obligation étatique, privant chaque citoyen de

la liberté de choisir quand et comment il veut s'investir pour la collectivité.

Dire non pour protéger nos valeurs

Dire non à l'initiative pour le service citoyen, c'est défendre la Suisse telle que nous la connaissons : indépendante, sûre et fondée sur la responsabilité individuelle. C'est préserver notre armée de milice, notre capacité à nous défendre, et la liberté de chaque citoyen de s'engager selon ses convictions.

La prochaine votation sera un choix de société :

- Soit une Suisse forte, responsable et libre,
- Soit un pays affaibli par la bureaucratie et les illusions égalitaires.

Pour ma part, le choix est clair : je voterai non à l'initiative pour le service citoyen.

Pour une armée forte



NON à l'initiative service citoyen

« Il n'y a qu'une seule réponse à l'UE : Un **NON** résolu ! »

Signeriez-vous un contrat que la partie adverse peut modifier unilatéralement en sa faveur à tout moment ? Vous engageriez-vous à accepter obligatoirement ces modifications sous peine de sanctions ? Accepteriez-vous un contrat dont l'interprétation est décidée en dernier ressort par le service juridique de la partie adverse et pour lequel vous devriez en outre payer des milliards chaque année ? Bien sûr que non ! C'est pourtant ce qui nous attend avec le traité d'adhésion à l'UE.



Par Thomas Aeschi,
Conseiller national et chef
du groupe parlementaire
Baar (ZG)

Au cours des quatre derniers mois, le groupe parlementaire de l'UDC a travaillé sur l'intégralité du paquet de traité avec l'UE au sein de dix groupes de travail, chacun sous la direction d'un conseiller national. Cela représente un paquet de 2'207 pages de traité. A cela s'ajoutent 20'897 pages d'actes secondaires (17'968 pages d'actes de l'UE et 2'929 pages d'actes suisses), des dizaines d'actes tertiaires de l'UE, des décisions de la Commission européenne et des arrêts de la Cour de justice de l'UE.

Le groupe parlementaire fédéral UDC a examiné en détail le paquet de traités avec l'UE. Le résultat de cette analyse est choquant et voici les conséquences du traité d'adhésion à l'UE pour la Suisse :



2. Adhésion rampante à l'UE :

Le paquet d'accords conduit insidieusement la Suisse vers l'UE.



3. Reprise obligatoire du droit européen :

À l'avenir, des domaines centraux de la politique suisse seront déterminés par l'UE : réglementation de l'immigration, accès aux assurances sociales suisses, politique économique, réglementation du marché du travail, politique des transports terrestres et aériens, politique agricole (espace de sécurité alimentaire de l'UE), marché de l'électricité et certains aspects de la politique suisse en matière de santé. La reprise du droit européen par la Suisse sera surveillée par la Commission européenne et la Cour de justice européenne.

Parlement prenait une décision contraire à celle exigée par l'UE. De telles mesures punitives en cas de décisions populaires qui ne conviennent pas à l'UE sont incompatibles avec notre système de démocratie directe.



5. La Cour de justice de l'UE comme juge de la Suisse :

Depuis plus de 700 ans, les actes fondateurs de la Confédération stipulent que la Suisse n'accepte pas de juges étrangers. La conception et l'interprétation des lois suisses relèvent de la compétence de la Suisse et non de celle d'un pays étranger. Or, malgré la présence d'un tribunal arbitral, le traité de soumission prévoit que c'est finalement la Cour de justice de l'UE, et donc le tribunal de la partie adverse, qui tranche en cas de litige (principe de « l'interprétation et de l'application uniformes »). Les avis de la CJUE sont « contraignants » pour le tribunal arbitral.



1. Fin de la voie bilatérale :

À l'avenir, l'UE fixera les règles pour la Suisse et celle-ci s'engagera à les appliquer. Le législateur suisse – le peuple, les cantons et le Parlement – sera ainsi écarté : l'UE décidera, la Suisse exécutera. C'est le contraire d'un accord bilatéral entre partenaire égaux.



4. Privation de pouvoir du peuple et des cantons :

Si le peuple suisse ou le Parlement osait refuser la reprise d'une disposition européenne, le traité de soumission prévoit des « mesures compensatoires ». La Suisse autoriserait ainsi l'UE à prendre des mesures punitives ou à prononcer des sanctions à son encontre si le peuple suisse ou le



6. L'augmentation de l'immigration viole l'article 121a de la Constitution fédérale :

Le peuple suisse exige un contrôle autonome de l'immigration et a donc adopté le 9 février 2014 l'article constitutionnel 121a « Contrôle de l'immigration ». L'UDC demande instamment l'application de cet article. L'accord prévu a l'effet inverse : la libre circulation des

possible au traité d'adhésion

personnes serait encore élargie, en violation de la Constitution fédérale. Avec la reprise de la directive européenne sur les citoyens de l'Union (à quelques exceptions près), les 450 millions de citoyens de l'UE seront placés sur un pied d'égalité juridique avec les 6,5 millions de citoyens suisses. Ainsi, les citoyens de l'UE obtiendront désormais le nouveau droit de séjour permanent dans l'UE après seulement cinq ans. Ils pourront ainsi rester en Suisse, même s'ils sont au chômage ou dépendants de l'aide sociale. Le regroupement familial sera encore élargi et simplifié.

De plus, d'autres pays candidats à l'adhésion à l'UE sont à la porte : l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie et les Balkans occidentaux. Aucun contingent n'est prévu. L'adhésion de ces pays à l'UE entraînerait une nouvelle augmentation massive de la pression migratoire.



7. Sécurité juridique et bureaucratie européenne :

Les associations économiques, notamment, souhaitent un rattachement institutionnel à l'UE pour des raisons de « sécurité juridique ». Comme si la Suisse était un pays où règne l'insécurité juridique. Ce que les responsables économiques occultent, c'est que la Suisse devrait renoncer à ses avantages et s'aligner sur l'UE. La Suisse se livrerait largement à la législation de l'UE, sans savoir avec certitude ce qu'elle devra encore adopter à l'avenir. La Suisse devrait également adopter et appliquer la multitude de réglementations de l'UE. Or, les entreprises de l'UE se plaignent justement de la bureaucratie excessive et coûteuse de l'UE, qui nuit considérablement à la capacité d'innovation et à la compétitivité de l'Europe.



8. Voici quelques exemples des conséquences les plus flagrantes de cet accord, brièvement résumées :

- **Nouveau régime de contrôle des aides d'État** : Les directives européennes en matière d'aides d'État deviendraient contraignantes pour la Confédération, les cantons et les communes dans les domaines de l'électricité, des transports terrestres et du transport aérien. Cela porterait gravement atteinte à notre fédéralisme ainsi qu'à l'autonomie des cantons et des communes.
- **Perte de souveraineté dans les domaines routier et ferroviaire** : L'ouverture progressive du marché menace les CFF, la ponctualité et la cadence horaire. Dans le domaine routier, les gigaliners (camions de 60 tonnes) et les principes de péage de l'UE constituent une sérieuse menace.
- **L'agriculture et la sécurité alimentaire entre les mains de l'UE** : L'accord sur la sécurité alimentaire est un instrument de régulation de grande envergure de l'UE. Il s'inscrit dans le cadre de la stratégie européenne « De la ferme à l'assiette » (Farm to Fork), qui englobe des mesures tout au long de la chaîne alimentaire, de la produc-



**Soutenez
notre
combat pour
une Suisse
libre !**

tion à la consommation en passant par la transformation et la distribution. L'agriculture suisse est donc directement et massivement touchée.

- **Des dizaines de milliers d'étudiants européens à tarif réduit dans les universités suisses**, aux frais des contribuables.
- **Augmentation des impôts et des taxes** : L'UE exigera désormais de la Suisse, pays non-membre de l'UE, une « contribution financière régulière ». Avec toutes les autres obligations, le Conseil fédéral arrive à un montant annuel de 1.4 milliard de francs dans son projet de consultation. Notre analyse aboutit à un montant annuel de près de 2 milliards de francs, sans compter les coûts indirects liés à la reprise de la bureaucratie européenne.
- **L'accord sur l'électricité entraînera une instabilité et une hausse des prix** : Avec cet accord, la Suisse renoncera à son indépendance en matière de politique énergétique et met en péril la sécurité de son approvisionnement. Au bout de six ans, l'UE pourra accéder à nos réserves. La Suisse devra produire de l'électricité selon les directives/intérêts de l'UE.



9. La conclusion de l'UDC est claire :

Ce traité est en tout point défavorable à la Suisse et à la population suisse. Il s'agit d'un traité d'adhésion à l'UE. Il n'y a donc qu'une seule réponse à donner à ce traité monstrueux : un

NON !
résolu !

Accords de l'UE : le PLR renonce à la liberté, l'UDC reste fidèle à la Suisse



Le Conseil fédéral et une majorité politique veulent lier davantage la Suisse à l'Union européenne. Le PLR, autrefois défenseur de la liberté et du fédéralisme, a tristement rejoint cette dérive. Seule l'UDC s'oppose à ce projet dangereux, qui menace nos PME, notre démocratie et notre indépendance.



Par Didier Calame
Conseiller national,
Les Planchettes (NE)

En soutenant les nouveaux accords européens, le PLR a renoncé à défendre le fédéralisme, l'économie libre et la démocratie directe.

Comment un parti qui se veut libéral peut-il approuver un texte qui impose à la Suisse des règlements étrangers, de nouvelles couches de bureaucratie et une reprise automatique du droit européen ? Ce n'est pas du libéralisme : c'est de la soumission.

Les PME, premières victimes de Bruxelles

Nos petites et moyennes entreprises, cœur battant de notre économie, seraient les premières à souffrir. Les directives européennes, conçues pour les grandes multinationales, alourdiraient la charge administrative et feraient exploser les coûts.

Nos artisans, nos agriculteurs et nos entrepreneurs devraient se plier à des normes venues de Bruxelles, souvent absurdes et déconnectées de la réalité suisse. Pendant que le PLR justifie ce carcan au nom d'une « stabilité européenne », l'UDC, elle, se bat pour que nos PME restent libres d'innover et de travailler selon les règles suisses.

Une démocratie muselée

Ces accords instaурeraient la reprise automatique du droit européen, c'est-à-dire que la Suisse serait contrainte d'appliquer les décisions de l'UE sans débat démocratique. Le Parlement serait réduit à un rôle de figurant, et les référendums deviendraient pratiquement impossibles.

Contrairement à ce qu'affirme le Conseil fédéral – et à ce que répète naïvement le

« Les normes, les obligations administratives et les contrôles imposés par Bruxelles alourdiraient considérablement les charges des entreprises suisses, déjà confrontées à une pression internationale croissante. »

PLR – notre démocratie directe serait bel et bien affaiblie. L'UDC est la seule à refuser que notre souveraineté soit sacrifiée sur l'autel du confort politique.

Immigration et dépendance aggravées

Les accords européens prolongeraient la libre

circulation des personnes, empêchant toute régulation de l'immigration. Déjà aujourd'hui, la Suisse accueille chaque année l'équivalent d'une ville moyenne, avec des conséquences visibles : loyers qui flambent, infrastructures saturées, pénurie de logements et pression sur nos systèmes sociaux.

Le PLR, qui se prétend proche des milieux économiques, oublie que cette situation pénalise d'abord la classe moyenne et les PME. L'UDC, elle, veut protéger la main-d'œuvre suisse et garantir une immigration maîtrisée, au service du pays et non de Bruxelles.

Le centre-gauche veut une Suisse à 10 millions d'habitants

Les débats au Conseil national l'ont prouvé : Seule l'UDC poursuit une politique migratoire sensée. Notre initiative pour la durabilité demande une limitation raisonnable de l'immigration dans la Constitution. L'appel au Parlement a cependant été vain. Mais l'appel au peuple aura du succès dans les urnes.



Par Thomas Matter,
entrepreneur et
Conseiller national,
Meilen (ZH)

Ce fut le plus long débat sur une initiative populaire depuis un quart de siècle. Plus de la moitié des 200 conseillers nationaux se sont exprimés lors de la session d'automne sur l'initiative UDC pour la durabilité contre une Suisse à 10 millions d'habitants. Cette ruée vers le micro montre à elle seule que l'immigration de masse préoccupe notre pays. Depuis longtemps déjà, une grande partie de la population, et même les médias, ont un mauvais pressentiment. **La perte**

d'identité, la détérioration de la qualité de vie, le bétonnage du paysage, la densité excessive, la pénurie de logements, la surcharge des infrastructures et des services sociaux ne peuvent plus être ignorés.

Mais dans l'atelier protégé du Conseil national, **121 prétendus représentants du peuple ont fermé les yeux sur tous ces problèmes qui préoccupent la population.** Les représentants de l'UDC ont d'autant plus défendu avec conviction leur initiative, votant sans exception en faveur de cette dernière par 64 voix. Le PLR utilise même actuellement le terme polémique « d'initiative du chaos » pour empêcher la limitation raisonnable de l'immigration de masse, comme si l'immigration effrénée de centaines de milliers, voire de

millions de personnes supplémentaires ne plongeait pas la Suisse dans le chaos ...

C'est précisément la gauche qui affirme que l'initiative contre une Suisse à 10 millions d'habitants est une « initiative anti-prospérité ». Or, toutes les statistiques raisonnables montrent que la **prospérité par habitant stagne précisément en raison de l'immigration** non réglementée dans notre pays. Une porte-parole des Verts a parlé d'une « initiative anti-croissance », ce qui est assez amusant, car les Verts ne sont pas vraiment connus pour être des partisans de la croissance à tout prix. Le projet va maintenant être soumis au Conseil des États et, si aucune contre-proposition n'est élaborée, il sera soumis au vote en juin 2026. On verra alors si la Suisse restera la Suisse ...



OUI à la Suisse – participer et soutenir maintenant



Je m'engage pour un avenir sûr et libre !

- ☐ Je souhaite devenir membre de l'UDC dans ma région et être invité à participer aux assemblées et aux manifestations (paiement d'une cotisation requis)
- ☐ Je souhaite être informé des activités en cours et recevoir les communiqués de presse et articles de l'UDC. Merci de m'envoyer gratuitement la newsletter à mon adresse e-mail ci-dessous.
- ☐ J'aimerais être informé par WhatsApp des principales activités de l'UDC Suisse. Numéro de Natel WhatsApp: _____
- ☐ Je soutiens l'UDC financièrement
- ☐ Je verse _____ francs de don sur le compte IBAN de l'UDC Suisse **IBAN CH83 0023 5235 8557 0001Y**
- ☐ Merci de m'envoyer un **bulletin de versement**
- ☐ J'accepte que la publicité de l'UDC soit envoyée à mon adresse

Nom/Prénom

Rue

NP/Localité

Téléphone

Courriel

Signature

Découper, glisser dans une enveloppe et renvoyer à l'adresse suivante :

UDC Suisse, secrétariat général, case postale, 3001 Berne, Courriel : info@udc.ch, téléphone 031 300 58 58

Faites un don :



7 Thinking Steps sur le paquet de traités européens

7 Épisodes

avec Magdalena Martullo-Blocher



Visionner :



Les points essentiels des accords et leurs conséquences sur la Suisse

Gardons notre qualité de vie: OUI à l'initiative pour la durabilité, pas de Suisse à 10 millions.

Chaque année, la population Suisse augmente. Pour 2025, c'est plus de 80'000 résidents de plus, soit l'équivalent de deux fois la ville de Fribourg. Cette démographie incontrôlée menace nos paysages, nos terres agricoles et notre qualité de vie. L'initiative pour la durabilité est la seule voie pour préserver notre environnement et notre souveraineté alimentaire.



Par Jacques Nicolet,
Conseiller national,
Lignier (VD)

Depuis vingt ans, la population suisse a augmenté de plus d'un million et demi d'habitants. Aujourd'hui, les conséquences sont visibles partout : routes bondées, pression sur les loyers, écoles surchargées, hôpitaux et EMS saturés, paysages qui disparaissent sous le béton.

Chaque jour, la Suisse perd plus de 5 ha de terres agricoles à raison de 0,6m² par seconde, au profit de nouvelles constructions. Cette fuite en avant n'a rien de durable : elle détruit la biodiversité, accroît la consommation d'énergie et fragilise l'équilibre entre nature, agriculture et habitat. Une Suisse à 10 millions d'habitants,

c'est la fin de la Suisse que nous aimons : celle où les villages, les champs et les forêts cohabitent encore en harmonie.

La sécurité alimentaire menacée

Pour nourrir une population toujours plus nombreuse, il faudrait produire davantage avec de moins en moins de terres. C'est une mission impossible. Les crises internationales l'ont démontré : un pays qui dépend des importations met sa population en danger.

Si nous voulons continuer à manger suisse, il faut protéger nos surfaces cultivables et renforcer notre autonomie alimentaire. Chaque hectare bétonné est une perte définitive pour notre souveraineté et pour la sécurité du pays.

L'aménagement du territoire à bout de souffle

Les infrastructures ne suivent plus : transports publics saturés, routes engorgées, hôpitaux sous pression, loyers qui flambent. Le

modèle d'aménagement du territoire suisse craque de partout.

Les communes rurales seront avalées par les zones urbaines, les paysages défigurés et la qualité de vie dégradée. La Suisse compacte, humaine et équilibrée que nous connaissons ne survivra pas à cette fuite en avant.

La vraie durabilité, c'est préserver notre pays

La durabilité, ce n'est pas construire toujours plus, ni importer toujours plus de main-d'œuvre étrangère. C'est vivre dans les limites de notre territoire, protéger nos ressources naturelles et assurer à nos enfants une Suisse pétrie de verts pâturages et de libertés.

L'initiative pour la durabilité dit haut et fort ce que beaucoup pensent : une Suisse à 10 millions d'habitants, n'est pas soutenable – ni écologiquement, ni socialement, ni économiquement.

Moins d'immigration, moins de béton ...

Davantage de nature !

Investir dans l'avenir de la Suisse ?

Ce que beaucoup ne savent pas encore sur Axpo:

Depuis plus de 100 ans, Axpo contribue à un approvisionnement électrique sûr en Suisse. Aujourd'hui, nous couvrons environ 40 % des besoins électriques nationaux – avec un mix électrique stable et faible en CO₂ composé d'énergie nucléaire et hydraulique, de biomasse ainsi que d'une part croissante d'énergie solaire et éolienne.

Au cours des dix dernières années, c'est en Suisse que nous avons réalisé la majorité de nos investissements: dans des réseaux modernes, des technologies innovantes, le développement des énergies renouvelables et la modernisation d'installations existantes. Au total, des investissements de 2 milliards de francs y sont prévus dans les années à venir. Nous renforçons ainsi l'approvisionnement énergétique de demain.

Mais notre source d'énergie la plus importante, ce sont les personnes derrière cette performance: nous avons créé plus de 1200 nouveaux emplois au cours des cinq dernières années, et nous proposons actuellement plus de 400 places de formation.

Pour que notre énergie continue de circuler de manière fiable en Suisse, aujourd'hui comme demain.

Un succès historique pour l'UDC Jura : une percée qui acte un tournant !

L'UDC Jura est extrêmement fière d'annoncer ses résultats aux élections cantonales ! Avec 11 députés élus sur 60 et une part électorale passée de 10,4 % à plus de 15,2 %, notre parti réalise une progression exceptionnelle. Ce résultat confirme que l'UDC a le vent en poupe dans les cantons romands et que notre travail de terrain, notre engagement pour nos valeurs portent leurs fruits.



Par Thomas Stettler,
Conseiller national,
Soyhières (JU)

Ces succès électoraux témoignent d'un soutien grandissant envers une politique claire, courageuse et proche des citoyens. L'UDC est désormais la troisième force politique du canton du Jura.

À Genève, lors des élections partielles au Conseil d'État, Lionel Dugerdil a su incarner la puissance de l'UDC. Sa performance remarquable a prouvé qu'avec une droite unie derrière les candidats UDC, nous avons les moyens de faire élire nos représentants au Conseil d'État.

Dans le Jura, le deuxième tour a fait l'objet d'un suspense insoutenable. Avant le dépouillement de la dernière commune, le candidat de l'UDC, Fred-Henri Schnegg, était encore cinquième, donc élu. Au final, il lui a manqué 275 voix, soit moins de 1 %, pour couronner ce succès électoral par un siège au Gouvernement. Vu ce super résultat, ce n'est qu'une question de temps avant que l'UDC fasse son entrée au gouvernement jurassien.

Bon potentiel électoral à Moutier

L'arrivée de Moutier dans le canton du Jura marque également une étape importante, l'UDC a obtenu 24 % des suffrages – un résultat très encourageant, mais qui laisse entrevoir un potentiel encore plus grand si on arrive à mobiliser plus d'électeurs.

Autre satisfaction : l'ensemble de la direction du parti jurassien – le président,

le vice-président, la cheffe de campagne et le secrétaire général – ont tous été brillamment élus députés au Parlement jurassien. Cet exploit illustre la reconnaissance du travail accompli et la confiance que les électeurs accordent à ceux qui s'engagent activement pour défendre leurs valeurs.

Enfin, deux élus du district de Moutier, encore bernois pour quelques semaines, rejoindront officiellement le Parlement

jurassien – une preuve supplémentaire de la dynamique positive qui anime notre parti.

Moment historique pour l'UDC Jura

Nous remercions sincèrement toutes celles et ceux qui nous ont fait confiance. Ce succès n'est que le début d'un nouvel élan : ensemble, continuons à défendre nos convictions, à représenter les citoyens oubliés par les élites, et à bâtir une société libre et prospère.



**BUFFAT
FINANCE**

Votre hypothèque, notre savoir-faire.

Taux fixe 10 ans dès 1,44%

Profitez d'un accompagnement personnalisé et de conditions avantageuses pour concrétiser vos projets immobiliers en toute sérénité. Nous comparons pour vous les meilleures offres du marché et trouvons la solution la plus adaptée à votre situation.

Buffat Finance

Conseil & Courtage en hypothèques

Chemin de la Riaz 3, 1418 Vuarrens

079 200 77 59

www.buffatfinance.ch

info@buffatfinance.ch



**Initiative de la
gauche radicale ?**

NON